

ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Veille n° 47 – 31 mars 2020

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2017	2018	2019 (INE)**
Croissance PIB (%)	3,5	2,6	2,2
Solde public (% du PIB)	- 3,0*	- 0,4	+ 0,2
Solde primaire (% du PIB)	3,0	2,7	3,4
Dette (% du PIB)	126	121,9	117,7
Taux de chômage (% PA)	8,9	7	6,5
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1,4	1	0,3

Indicateurs du commerce extérieur	Janvier 2020
Exportations de biens (Md€, INE)	5,2 (+ 4,2 % en g.a***)
Importations de biens (Md€, INE)	6,7 (- 1,9 % en g.a.)
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	2,4 (+ 3,6 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	1,4 (+ 1,6 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

** Les données relatives aux soldes des administrations publiques sont encore provisoires

*** Glissement annuel

Situation macroéconomique

- La Banque du Portugal (BdP) prévoit une récession d'au moins 3,7 % du PIB en 2020

La banque centrale portugaise estime dans [son bulletin économique de mars](#) (publié le 26 mars) qu'il faudra deux années, dans le meilleur des cas, pour compenser le recul de l'activité économique lié à la pandémie en cours au Portugal et retrouver le niveau de production de 2019. Elle prévoit une récession d'au moins 3,7 % pour l'année en cours et jusqu'à 5,7 % dans son scénario le plus adverse. Le taux de chômage atteindrait entre 10,1 % et 11,7 %, dégradant le revenu réel et, ce faisant, réduisant la consommation. Face au ralentissement économique et à l'incertitude, le repli de l'investissement devrait également être très prononcé. La BdP prévoit enfin une dégradation de la balance commerciale : malgré une baisse importante des importations liée à la diminution de la consommation et de l'investissement, l'impact serait encore plus marqué pour les exportations en raison, notamment, de la dépendance du commerce extérieur portugais à quelques secteurs et pays européens (l'UE représente 75 % des exportations totales portugaises de biens).

Face à la dégradation rapide de l'économie mondiale, le Portugal présente des fragilités en raison du poids dans son économie de secteurs exposés, en particulier le tourisme (environ 14 % du PIB et 10 % de l'emploi total), et du niveau élevé sa dette totale, notamment extérieure. Par ailleurs, le tissu économique portugais, très majoritairement composé d'entreprises de dimension modeste et peu capitalisées, est une autre source de fragilité.

- **L'Ordre des Economistes portugais publie son baromètre 2020 consacré à l'impact économique de la crise sanitaire**

L'Ordre des Economistes a mené une enquête auprès de ses membres sur les conséquences économiques de la crise sanitaire et de la récession à venir qui sera comprise en Europe entre - 3 % et - 10 % du PIB, d'après les projections les plus récentes. 75 % des sondés estiment que le Portugal ne sera en mesure de répondre à aucun objectif budgétaire cette année sous l'effet d'une augmentation du déficit budgétaire, de la hausse des coûts de financement de la dette et d'une croissance plus faible qu'attendue. La plupart des répondants estiment que le secteur du tourisme est susceptible d'avoir l'impact négatif le plus fort sur l'économie portugaise, suivi des exportations et de la hausse des dépenses de santé. Concernant les indicateurs macroéconomiques, la majorité des membres interrogés estime que la hausse du taux de chômage constitue le risque principal pour le Portugal, suivi de la dégradation de la croissance, de la hausse la dette publique et de la dégradation des conditions de financement du pays. L'Ordre souligne également que le contexte rend difficile la mobilisation des outils classiques pour lutter contre la crise en raison des taux bas au niveau européen et de la rigidité de la politique budgétaire, contrainte par les engagements de l'Etat, la démographie et le niveau élevé de la dette.

L'Ordre défend des mesures de soutien pour les entreprises et les ménages mais estime qu'elles entraîneront une hausse du déficit et qu'il pourrait atteindre plus de 5 % et jusqu'à 10 % du PIB en 2020 entraînant un risque supplémentaire sur la soutenabilité de la dette. L'Ordre considère que, dans ce contexte, l'émission d'eurobonds serait un moyen adéquat pour éviter une nouvelle crise des dettes souveraines.

- **Le Gouvernement lance plusieurs lignes de crédit d'un montant total de 3 Md€ pour soutenir les PME**

Le Gouvernement a annoncé la mise en place de plusieurs lignes de crédit d'un montant total de 3 Md€ pour soutenir les microentreprises et les PME touchées par la crise liée au Covid-19. Ces lignes, réparties entre des secteurs spécifiques (tourisme, restauration, industrie textile, industries extractives, filière du bois), seront attribuées via le système bancaire. La Commission européenne a approuvé le dispositif mais à condition qu'il ne soit pas entièrement garanti par l'Etat afin d'éviter une utilisation détournée de la part des banques. L'Etat portugais garantit donc entre 80 % et 90 % des montants en fonction des lignes concernées. Le taux d'intérêt des prêts est compris entre 1 % et 1,5 %, mais le coût total pourrait approcher 3 % ; les entreprises peuvent bénéficier d'une période de carence jusqu'au 31 décembre 2020 et répartir le remboursement sur 4 ans de manière assez flexible.

Ces lignes sont intégrées à un plan d'envergure de plus de 9,2 Md€ qui inclut des allègements et des reports de charges fiscales et sociales. Un régime simplifié de chômage partiel a été mis en œuvre pour les entreprises ayant subi une baisse de leur chiffre d'affaires conséquente ; son coût est estimé à environ 1 Md€ par mois. En contrepartie de l'accès à ces dispositifs, le Gouvernement impose des restrictions aux licenciements en interdisant notamment les licenciements collectifs pour une période donnée (ex. pendant toute la période de recours au chômage partiel et dans les 60 jours qui suivent).

Ces mesures sont jugées insuffisantes par plusieurs associations patronales qui les considèrent réduites en comparaison de celles prises dans d'autres pays européens : le journal en ligne *Eco* estime que le plan de soutien du Gouvernement, toutes mesures confondues, correspond environ à 7 % du PIB contre 9 % en Espagne et 14 % en France ou au Royaume-Uni.

Situation budgétaire

- **Les autorités portugaises défendent l'émission de « coronabonds ».**

Le 25 mars, neuf chefs d'Etat et de gouvernement, dont la France et le Portugal, ont défendu la mise en place d'un instrument de dette commune dans une lettre envoyée à Charles Michel, le président actuel du Conseil

européen mais les Pays-Bas et l'Allemagne, notamment, s'opposent pour le moment au recours à un tel instrument.

Dans un communiqué, le gouverneur de la Banque du Portugal a proposé que le MES (Mécanisme Européen de Stabilité) émette des obligations de très long terme (par exemple 30 ans) dites « corona-bonds ». Ces obligations serviraient uniquement à financer les mesures économiques liées à l'impact de l'épidémie de Covid-19. Le Conseil des Finances Publiques, défend également ce mécanisme complémentaire dans un article signé par sa présidente et plusieurs dirigeants de l'institution. Le CFP considère en effet que l'épidémie entraîne une crise économique commune et que la mutualisation des risques, temporaire, permettrait d'empêcher la hausse des primes de risque nationales ou le risque, pour certains pays, de ne plus pouvoir financer l'économie.

A l'issue de la réunion en visio-conférence du Conseil européen du jeudi 26 mars, le Premier ministre portugais Antonio Costa a salué les deux principales décisions prises, soit les mandats donnés d'une part à l'Eurogroupe sur la ligne budgétaire de 240 Md€ et d'autre part, aux présidents de la Commission et du Conseil, en lien avec les autres institutions, pour préparer un vaste plan de relance budgétaire. Les déclarations officielles reprises sur le site du gouvernement mentionnent également les discussions constructives sur les mesures de rapatriement, la gestion des frontières, les équipements médicaux, l'appui donné aux 17 programmes de recherche médicale, dont un auquel participe une entreprise portugaise, et saluent l'action déterminée de la BCE pour limiter le risque d'une crise des dettes souveraines.

Dans ses échanges avec les journalistes, Antonio Costa, a en revanche jugé « *répugnante* » la déclaration du ministre néerlandais des Finances, en marge du Conseil européen, demandant qu'une enquête soit menée sur l'Espagne et les raisons de son manque de marge budgétaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19. Le Premier ministre a qualifié ces déclarations de « *mesquinerie récurrente de La Haye et de menace pour l'avenir de l'Union européenne* ». Il a ajouté que « *personne n'aurait] disposé à entendre à nouveau des ministres des Finances néerlandais comme ceux que nous avons entendu en 2008 et dans les années qui ont suivi* », faisant référence à une déclaration maladroite du président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, au printemps 2017, stigmatisant les pays d'Europe du sud, qui avait fortement marqué les esprits au Portugal et conduit le Gouvernement portugais à appeler à sa démission. Le Président de la République portugaise, Marcelo Rebelo de Sousa, a affirmé sa solidarité avec le Premier ministre, considérant que la famille européenne devait être unie et solidaire face à au défi commun posé par le Covid-19.

- L'intervention de la BCE enrayer la hausse des taux souverains portugais

L'annonce le 18 mars par la BCE d'un programme de rachat de titres de dette souveraine pour un montant de 750 Md€ a entraîné une détente sur les taux souverains des pays du sud de l'Europe, après plusieurs semaines de hausse. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a ensuite annoncé que les rachats pourraient excéder la quotité de 33 % de la dette publique d'un pays jusqu'alors en vigueur. Les taux des titres de dette portugais à 10 ans – les titres de référence – ont augmenté d'environ 0,2 % début mars jusqu'à atteindre un pic à 1,5 % le 18 mars, jour des annonces de la BCE. Le lendemain les taux portugais sont retombés à moins de 1 % et ont continué à diminuer depuis.

Les *spreads* avec l'Allemagne ont suivi une trajectoire similaire. De même l'écart avec les taux espagnols s'était creusé sur la même période avant de se réduire substantiellement. Pour rappel, la dette publique portugaise représente 117,7 % du PIB.

- Le Portugal a atteint un excédent budgétaire mais sera de nouveau déficitaire en 2020

L'Institut National de Statistiques (INE) a confirmé que le Portugal avait atteint un excédent budgétaire de 0,2 % du PIB en 2019, une amélioration de près de 600 M€ par rapport aux prévisions de décembre du Gouvernement. Le jour même de la publication de ces chiffres, le Ministre des Finances, Mario Centeno, annonçait l'entrée du Portugal en récession et le retour d'un déficit en 2020, considérant que le Budget 2020

promulgué quelques jours plus tôt ne pourrait pas être exécuté en l'état. Il a indiqué qu'il laisserait les stabilisateurs automatiques fonctionner librement ; autrement dit, il ne prendra pas de mesures pour compenser la baisse attendue des recettes qui adviendra parallèlement à la hausse des dépenses publiques. D'après la banque *BPI*, le déficit budgétaire pourrait atteindre 5 % du PIB cette année.

Situation des établissements bancaires

- Les banques portugaises ont enregistré une amélioration de leurs résultats en 2019

Malgré la pression des taux bas, la marge d'intermédiation des banques a augmenté l'an dernier grâce à la hausse du volume de crédits. D'après le journal *Negócios* la marge d'intermédiation totale des cinq plus grandes banques portugaises a crû de près de 4 % en 2019 par rapport à l'année précédente. Celle de *Novo Banco* a notamment enregistré une hausse de 19 % grâce, selon son PDG, aux mesures d'optimisation mises en œuvre en 2018, à l'augmentation du volume de crédits et à la politique de prix de la banque. La marge de *BCP Millenium* a également progressé significativement (+ 9 %) grâce à sa filière polonaise marquée, entre autres, par le rachat de la branche commerciale d'*Euro Bank*. A l'exception de *BPI*, le produit net bancaire (équivalent bancaire du chiffre d'affaires) de ces banques a également augmenté en 2019 et, hors *Novo Banco*, elles ont enregistré une hausse globale de 8 % de leurs bénéfices.

- Le secteur bancaire portugais est vulnérable face à la crise économique liée au Covid-19

Malgré l'assainissement progressif de leurs bilans, les établissements bancaires portugais restent fragiles et très exposés à la crise provoquée par le Covid-19. Le secteur est notamment vulnérable face à une hausse des taux souverains puisque la dette publique portugaise représentait 9 % de ses actifs totaux à la fin du premier semestre 2019 et le total des titres de dette souveraine en représentait 16 %, dont une exposition significative aux titres espagnols et italiens. La rentabilité des banques, déjà faible, pourrait être affectée par une baisse de la demande de crédits, une diminution des commissions bancaires et une hausse des impayés, dans un contexte où les prêts non-performants représentent toujours 7,7 % de l'encours total du secteur.

Un moratoire de crédits aux familles et aux entreprises, de 6 mois a été approuvé, jusqu'au 30 septembre 2020, qui prévoit l'interdiction de la révocation des crédits accordés et la prolongation ou la suspension des crédits jusqu'à la fin de cette période, afin de garantir la continuité du financement aux familles et aux entreprises et d'éviter d'éventuels défauts de paiement. Cette mesure concernerait jusqu'à 20 Md€ de versements. Le ministre de l'Economie, Pedro Siza Vieira, a précisé que seraient concernés les particuliers « dans une situation économique difficile » tels que les chômeurs, les personnes qui travaillaient dans des entités fermées par décision administrative et les personnes en confinement. Plusieurs banques, dont *Caixa Geral dos Depósitos (CGD)* et *Novo Banco* avaient déjà annoncé des mesures d'assouplissement en faveur des entreprises et des ménages. Les objectifs d'assainissement des comptes sont par ailleurs compromis, notamment celui de *Novo Banco* qui entendait céder un portefeuille total de 1,7 Md€ de prêts non-performants en 2020.

Sectoriel

- Anacom devrait lancer des nouvelles enchères pour développer la 5G 'ultrarapide' en 2023

Le gestionnaire de réseau portugais *Anacom* devrait lancer un nouvel appel d'offres dans quelques années pour attribuer les fréquences nécessaires au développement de la 5G dite « mm Wave » ou « high-band » (i.e. 26 GHz), qui n'étaient pas incluses dans les enchères prévues cette année. *Anacom* prévoit de lancer une nouvelle consultation publique à l'issue des premières enchères pour évaluer l'intérêt des opérateurs pour ces fréquences. A ce stade, l'Italie est le seul pays de l'UE à avoir attribué le spectre de 26 GHz. Pour des raisons techniques liées aux modèles de téléphones actuels et pour permettre une transition graduelle vers la 5G, la

technologie « high band » devrait être développée d'ici à 2025 afin d'équiper la plupart des *smartphones* de terminaux adéquats et de leur assurer une autonomie suffisante. Plusieurs opérateurs ont néanmoins manifesté leur intérêt pour ces fréquences lors de la première consultation publique et auraient souhaité les intégrer aux premières enchères, sous réserve que les conditions concrètes d'utilisation des bandes aient été détaillées.

Cependant, ce calendrier pourrait être bousculé par la crise sanitaire, *Anacom* ayant annoncé le 19 mars la suspension pour une durée indéterminée des enchères prévues en avril. Alexandre Fonseca, le PDG d'*Altice Portugal* (propriétaire de MEO) estime qu'il est improbable que la 5G soit disponible au Portugal dès cette année, et ce, même si l'appel d'offres est réalisé dans les mois à venir.

Divers

- Le Portugal régularise temporairement ses demandeurs de titre de séjour ou d'asile

Le gouvernement portugais a pris le 28 mars un arrêté permettant la régularisation de toutes les personnes de nationalité étrangère ayant déposé, avant le 19 mars, date d'entrée en vigueur de l'état d'urgence, une demande de titre de séjour, d'asile ou de protection subsidiaire au Portugal. Cette mesure permettra à ces personnes d'accéder au service national de santé et à d'autres droits dans le domaine de la santé, de bénéficier de prestations sociales, de signer un contrat de location ou un contrat de travail, d'ouvrir des comptes bancaires et d'accéder aux services publics essentiels (transports). S'agissant des personnes ayant déposé leur dossier auprès du service des étrangers et des frontières (SEF) après le 19 mars, elles ne verront pas leur situation administrative régularisée mais pourront néanmoins bénéficier d'une couverture santé.

Cette décision gouvernementale est qualifiée de « courageuse et d'historique » par des associations de défense de réfugiés et de soutien aux personnes en situation irrégulière. Ces dernières restent néanmoins prudentes car l'examen des dossiers devrait reprendre début juillet, la mesure ne constituant pas une régularisation automatique mais un moyen temporaire de protéger une population vulnérable face à l'épidémie et aux conséquences du confinement.

Les autorités portugaises n'ont pas indiqué le nombre de personnes concernées mais cette mesure pourrait concerner quelques milliers de personnes, dont une importante part de brésiliens (principale nationalité représentée dans les demandes d'immigration au cours de la période récente), et devrait notamment bénéficier aux secteurs de la construction et de l'agriculture.

- L'utilisation des télécommunications sont en forte hausse, notamment les appels depuis des fixes

Les données du régulateur des télécommunications Anacom, reposant sur les informations fournies par les trois principaux opérateurs au Portugal, montrent une augmentation de 54 % du trafic haut débit fixe. Au cours de la semaine du 16 au 22 mars, *Altice* a constaté une hausse de 80 % du trafic des appels fixes par rapport à la semaine précédente. Ce chiffre atteint 133 % dans le cas de *NOS*. Les services de vidéos à la demande et l'utilisation de données mobiles ont également connu une forte hausse. Pour mémoire, le Gouvernement a prévu la possibilité de restreindre le débit des connexions internet afin de garantir l'accès au service des institutions prioritaires dans le contexte de la lutte contre la pandémie, possibilité qui n'a pas encore été utilisée à ce jour selon nos informations.

Entreprises françaises

- Transdev demande à l'Etat portugais de régulariser 9 M€ de dette

D'après un communiqué du groupe de transport *Transdev*, les recettes de ses activités au Portugal ont chuté d'environ 90 % à la suite des mesures de restrictions des déplacements prises par le gouvernement. Le groupe a annoncé avoir sollicité les autorités portugaises pour réduire le délai de paiement des entités publiques, d'environ 6 mois habituellement à 15 jours. L'entreprise considère notamment que le versement des 9 M€ actuellement dus par des entités publiques est nécessaire pour assurer le paiement des salaires de ses 2.000 employés le trimestre prochain et garantir la survie de sa branche portugaise. *Transdev* a également demandé la mise en place d'un mécanisme d'indemnisation pour le service de transport assuré par les opérateurs à partir du 16 mars, sur la base des recettes de l'année précédente. Enfin, le groupe a appelé le Gouvernement à suspendre de manière urgente les appels d'offres en cours ou prévus pour des raisons évidentes d'indisponibilité du personnel.

- La fermeture des magasins Décathlon entraîne l'arrêt des deux premiers producteurs européens de vélos

Les deux plus grands fabricants de bicyclettes européens, *RTE bikes* et *A.J. Maias*, situés dans la région de Porto, ont suspendu leur production à la suite de la fermeture des magasins de la chaîne *Décathlon*. Les deux entreprises emploient 1.000 salariés et fournissent 1,7 M de vélos par an exclusivement destinés au groupe français.

- Le groupe l'Oréal va distribuer 50.000 unités de gel hydroalcoolique au Portugal

Dans le cadre de son plan européen de solidarité pour répondre à l'épidémie, le groupe *l'Oréal* a annoncé qu'il distribuerait 50.000 unités de gel hydro-alcoolique à partir de la fin du mois d'avril au Portugal à travers la marque *Garnier*. La multinationale a annoncé le 18 mars le lancement d'un plan de solidarité pour augmenter sa production de gel hydro-alcoolique et pour fournir des kits de produits d'hygiène à travers l'Europe.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Ambassade de France au Portugal – Service Économique

tresor.economie.gouv.fr/pays/pt

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne – Portugal

Rédigé par : Louis DIEVAL

Revu par : Stanislas GODEFROY